

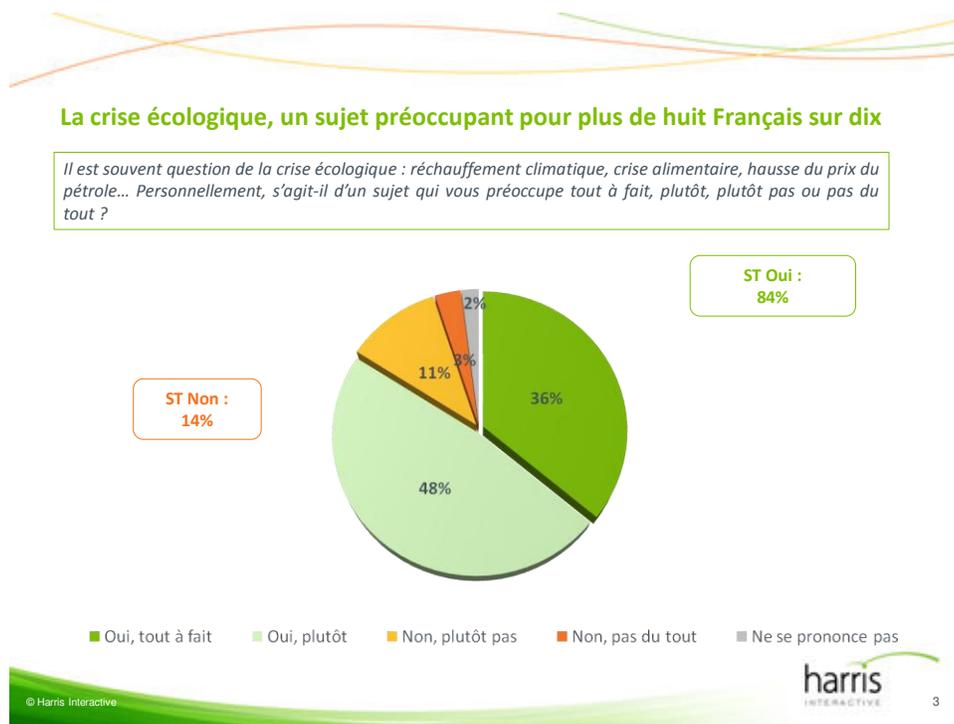
- **Une très nette majorité de Français juge que le système financier actuel n'est pas viable sur le long terme (81%) et qu'il doit être réglementé (80%), les personnes interrogées s'accordant avant tout sur la nécessité de lutter contre les paradis fiscaux et la spéculation.**

Dans le détail :

Plus de huit Français sur dix se déclarent préoccupés par la crise écologique et préconisent l'investissement dans la recherche pour y faire face, avec le sentiment qu'un meilleur respect de l'environnement pourrait permettre de créer des emplois

Plus de huit Français sur dix (84%) se déclarent préoccupés par la crise écologique, dont plus d'un tiers (36%) « tout à fait ». Seuls 14% indiquent n'être plutôt pas (11%) ou pas du tout (3%) préoccupés par cette question.

Cette sensibilité à l'égard d'une crise écologique aux facettes multiples (climat, crise alimentaire, diminution des énergies fossiles...) **est particulièrement intense parmi les Français les plus jeunes et les sympathisants de Gauche** : respectivement 42% et 48% d'entre eux se déclarent « tout à fait » préoccupés, les sympathisants écologistes se distinguant davantage encore avec 72% « tout à fait préoccupés ».



Pour lutter efficacement contre cette crise écologique, les Français privilégient avant tout l'investissement dans la recherche : 80% jugent que cette solution serait efficace, dont plus d'un tiers (36%) l'estime même « très efficace ». Environ deux tiers des Français (68%) considèrent également comme efficaces les incitations financières

et fiscales pour l'adoption de comportement plus écologiques, dont 22% vont jusqu'à affirmer que cela serait « très efficace ». Six personnes interrogées sur dix jugent qu'une régulation du modèle financier et économique actuel permettrait de contribuer à la lutte contre la crise écologique (61% efficace, dont 22% « très efficace »), **signe que les Français établissent un lien entre crise écologique et système économique**. Une proportion équivalente des personnes interrogées (61%) estimerait efficace que les Etats mettent en place des législations plus contraignantes (dont 20% « très efficace »), quand 58% portent le même jugement sur le développement d'informations et de communications pour susciter la **modification des comportements individuels** (58% efficace, dont seulement 12% « très efficace », contre 39% pas efficace) : **si cette piste est certes estimée efficace par une majorité des personnes interrogées, l'évolution des pratiques personnelles constitue néanmoins le levier jugé le moins pertinent par les Français pour faire face à la crise écologique, ceux-ci privilégiant une solution technologique qui peut apparaître non seulement comme une « solution de facilité » moins impliquante et comme une forme de « croyance magique » dans la technique.**

Dans le détail, l'ensemble de ces mesures sont en général jugées plus efficaces par les **hommes** que par les femmes et par les personnes **les plus diplômées** que les personnes les moins diplômées. Leur efficacité supposée est également particulièrement valorisée par les Français qui se déclarent « tout à fait » préoccupés par la crise écologique et par les sympathisants de Gauche, notamment écologistes.

Enfin, **trois Français sur quatre jugent que le fait de mieux respecter l'environnement pourrait permettre de créer des emplois** (75% d'accord), dont un quart (24%) tout à fait d'accord. Ce jugement est majoritairement partagé par toutes les catégories de population, particulièrement parmi les sympathisants de Gauche (88%) et d'Europe Ecologie – Les Verts (93%), et de façon un peu moins prononcée par les sympathisants de Droite (66%), qui sont un tiers à indiquer leur désaccord (33%).

Néanmoins, les Français se refusent à accorder une priorité exclusive à la crise écologique dans l'action politique, car la lutte contre la crise économique et ses effets constituent davantage, à leurs yeux, une action prioritaire

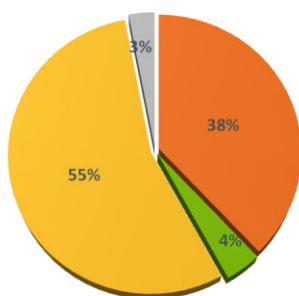
Aux yeux des Français, **la crise écologique et ses conséquences sociales n'apparaissent pas comme le champ d'action prioritaire du prochain Président de la République** : seuls 4% des personnes interrogées jugent que la politique du prochain chef de l'Etat devra avant tout tenir compte de la crise écologique et de ses conséquences

sociales. 38% des Français estiment plutôt que le Président devra s'attacher prioritairement à la question de la crise économique et de ses conséquences sociales : **la résolution de la crise économique semble ainsi prendre le pas sur la crise écologique. Néanmoins, ces deux objectifs ne sont pas jugés contradictoires**, puisqu'une majorité absolue de Français (55%) déclare que la politique élyséenne devra tenir compte autant de la crise économique que de la crise écologique, et de leurs conséquences sociales.



Selon une majorité de Français, le prochain Président de la République devra faire en sorte que sa politique tienne compte autant de la crise économique que de la crise écologique

Selon vous le prochain Président de la République devra-t-il faire en sorte que sa politique tienne compte avant tout... ?



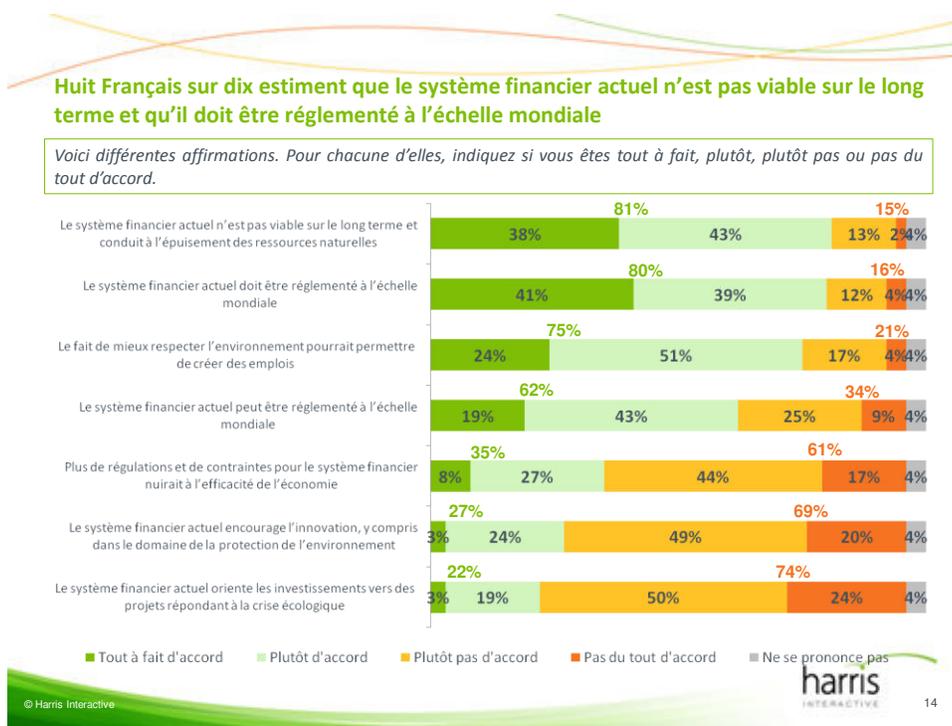
- De la crise économique et financière et de ses conséquences sociales
- De la crise écologique et de ses conséquences sociales
- Autant de la crise économique que de la crise écologique, et de leurs conséquences sociales
- Ne se prononce pas



Plus précisément, **la priorité accordée exclusivement à la crise écologique est très minoritaire parmi toutes les catégories de population**, y compris parmi celles qui la trouvaient « tout à fait » préoccupante (6%, pour 5% en moyenne) et même parmi les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts (13%) ou les personnes ayant l'intention de voter pour Eva Joly le 22 avril prochain (13%). A l'inverse, **certaines catégories de population se démarquent en mettant largement en avant le domaine économique exclusivement : les personnes qui ne se déclarent pas préoccupées par la crise écologique** sont ainsi 68% à déclarer que la politique du prochain Président devra avant tout tenir compte de la crise économique, cette proportion étant de 57% parmi les **sympathisants de Droite** et de 55% parmi les **électeurs potentiels de Nicolas Sarkozy** au premier tour de l'élection présidentielle. **En revanche, les sympathisants de Gauche, et tout particulièrement les sympathisants écologistes, mettent en avant la nécessité de coordonner les deux approches** (respectivement 62% et 76% « autant de la crise économique que de la crise écologique »), de même que les électeurs potentiels des principaux candidats de Gauche à l'élection présidentielle, qu'il s'agisse de Jean-Luc Mélenchon (61%), de François Hollande (60%) ou d'Eva Joly (74%).

Une très nette majorité de Français juge que le système financier actuel n'est pas viable sur le long terme et qu'il doit être réglementé, les personnes interrogées s'accordant avant tout sur la nécessité de lutter contre les paradis fiscaux et la spéculation

Les Français portent un regard critique sur le système financier actuel : huit personnes sur dix jugent qu'il « n'est pas viable sur le long terme car il conduit à l'épuisement des ressources naturelles » (81% d'accord) et qu'il « doit être réglementé à l'échelle mondiale » (80% d'accord) – cette perspective étant jugée possible par six répondants sur dix (62%). **Parallèlement, les Français sont nettement minoritaires à se déclarer en accord avec des arguments valorisant le système financier ou sa liberté d'organisation** : l'idée que davantage de régulations sur le système financier nuirait à l'efficacité de l'économie n'est partagée que par un tiers des Français (35% d'accord), celle que le système financier encourage l'innovation, y compris dans le domaine de la protection de l'environnement, ne rencontre l'approbation que d'environ un Français sur quatre (27% d'accord), de même que l'affirmation selon laquelle le système financier oriente les investissements vers des projets répondant à la crise écologique (22% d'accord).



Les personnes les plus critiques à l'égard du système financier actuel, qu'il s'agisse de « pointer du doigt » ses défauts ou de lui nier certaines qualités, sont les sympathisants de Gauche, dont tout particulièrement les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts, tandis que les sympathisants de Droite portent un regard légèrement plus positif – même s'ils sont presque aussi nombreux que les sympathisants de Gauche à juger que le système financier actuel doit être réglementé. Notons que les plus jeunes croient moins que la moyenne à la nécessité et la possibilité de réguler le système financier, ainsi qu'aux créations d'emplois qui découleraient d'une transition écologique, montrant ainsi un regard plus « désabusé ».

De façon plus projective, pour réguler le système financier, les Français approuvent particulièrement des mesures visant à lutter contre les paradis fiscaux : neuf personnes interrogées sur dix jugent ainsi qu'il serait une bonne chose d'obliger les entreprises à déclarer dans quel pays elles paient leurs impôts et leur montant (92% bonne chose), et de soumettre les ménages à cette même obligation (90% bonne chose). Ces deux mesures seraient même considérées comme de « très bonnes choses » par une majorité absolue de Français (respectivement 65% et 59%). **D'autres mesures sont également approuvées par plus de huit Français sur dix** : ouvrir la possibilité pour les Etats européens d'emprunter à taux zéro à la Banque Centrale Européenne afin de financer des investissements durables (86% bonne chose, dont 43% « très bonne chose »), et l'obligation pour les détenteurs de produits financiers de les conserver un temps minimum afin de limiter la « spéculation informatique », où les transactions se succèdent en quelques millisecondes (82% bonne chose, dont 42% « très bonne chose »). Trois Français sur quatre (74%) considèrent comme une bonne chose de créer une taxe sur les transactions financières qui servira en partie à financer la solidarité et la protection de l'environnement dans les pays en développement (dont 36% « très bonne chose»). Enfin, **l'adhésion apparaît un peu moins élevée concernant la création dans le prochain gouvernement d'un Ministère de la réforme financière** pour marquer la priorité accordée par le nouveau Président à ces réformes : 69% jugent certes qu'il s'agirait d'une bonne chose et 20% la qualifie de « très bonne chose ». Reste que cet aspect institutionnel ne semble pas, en première approche, être considéré comme un simple artifice de communication.

Soulignons qu'à nouveau, **les différentes catégories de population portent un regard relativement homogène sur l'ensemble de ces mesures** : quelle que soit la mesure considérée, on observe ainsi des clivages relativement faibles, et les quelques différences d'appréciations se structurent toujours de la même façon, les personnes âgées et les sympathisants de Gauche portant un regard légèrement plus positif, quand les personnes les plus jeunes et les sympathisants de Droite se montrent légèrement moins enthousiastes.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr